

Gough, Kathleen et Sharma, Hari P. éditeurs, *Imperialism and Revolution in South Asia*, Monthly Review Press, New York et Londres, 1973, vii + 470 pp.

André Lux

Volume 4, numéro 3, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700346ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700346ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lux, A. (1973). Compte rendu de [Gough, Kathleen et Sharma, Hari P. éditeurs, *Imperialism and Revolution in South Asia*, Monthly Review Press, New York et Londres, 1973, vii + 470 pp.] *Études internationales*, 4(3), 386–387.
<https://doi.org/10.7202/700346ar>

de sa progression, face aux manœuvres et contre-offensives, souvent combinées, de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie : affaire de l'ITT, guerre économique larvée et ouverte contre le Chili (FMI, Banque mondiale), harcèlements constitutionnels de la part de l'opposition majoritaire au Parlement et au Sénat, pénurie artificielle de biens de consommation provoquée et entretenue par la bourgeoisie commerciale, grèves d'ouvriers sous obédience chrétienne-démocrate, intoxication idéologique par la presse d'opposition (majoritaire), violences sporadiques, etc.

Il est vrai que l'Unité populaire s'est jusqu'ici renforcée après chaque crise majeure, et que les élections partielles de mars 1973 lui ont conquis une majorité populaire accrue. Mais la récente contre-offensive d'hiver (juin) de l'opposition a fait émerger le spectre, jusque-là latent, de la guerre civile : pour la première fois depuis 1970, un secteur de l'Armée s'est mis en rébellion ouverte contre l'Unité populaire. Vite réprimée par les forces armées loyales au gouvernement, cette rébellion n'en reste pas moins un signal d'alarme qui indique sans doute un seuil critique dans le rapport de forces entre l'Unité populaire et l'opposition conservatrice (chrétienne-démocrate) et réactionnaire (l'extrême-droite).

L'affrontement (i.e. la guerre civile) est-il inévitable? La voie chilienne demeure-t-elle viable et praticable? À notre avis, le pari chilien est toujours ouvert : à mi-chemin de son mandat et prisonnière plus que jamais de la superstructure politique (i.e. des structures du pouvoir bourgeois), l'Unité populaire doit encore faire la preuve qu'elle peut définitivement renverser le rapport de forces en faveur du pouvoir populaire qu'elle prétend vouloir instaurer.

Note : Recension rédigée avant les événements récents.

Cary HECTOR

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

GOUGH, Kathleen et SHARMA, Hari P. éditeurs, *Imperialism and Revolution in South Asia*, Monthly Review Press, New York et Londres, 1973, vii + 470p.

Voici une collection remarquable de dix-huit articles répartis en quatre parties, dont la première présente la toile de fond historique et le rôle de l'impérialisme et du capitalisme, et la deuxième analyse les racines du potentiel révolutionnaire des campagnes ; la troisième fait le bilan des mouvements révolutionnaires paysans, tandis que la quatrième étudie le cas particulier du Bangladesh.

Les auteurs utilisent un cadre de référence marxiste avec intelligence, à-propos et esprit critique, qui les distingue du simplisme doctrinaire de certains tenants de cette école de pensée. Le sous-développement n'y apparaît pas comme le produit du seul capitalisme, puisque l'impérialisme a notamment utilisé à son avantage et avec grande efficacité les pratiques d'exploitation de l'époque précoloniale. L'accent est mis sur la complicité, en quelque sorte à parts égales, des deux bourgeoisies nationale et métropolitaine, même si la première risque d'être dupe à la longue. Ainsi sont clairement soulignées les politiques du gouvernement indien en contradiction avec ses principes « socialistes », politiques qui découlent logiquement du *statu quo* des structures sociales internes mais qui enfoncent ce pays dans la dépendance externe.

Particulièrement bonnes sont les deux contributions de Hamza Alavi sur le rôle de l'État et sur le potentiel révolutionnaire des paysans. Contrairement à la doctrine marxiste classique et par delà la position particulière de Marx dans son *18 Brumaire*, il soutient qu'au Pakistan, l'oligarchie bureaucratique-militaire joue avec autonomie de manœuvre le rôle de médiatrice entre les trois classes possédantes, du fait que l'État s'approprie une fraction importante du surplus économique qui lui permet de distribuer entre quelques minorités ses faveurs ; beaucoup de bourgeoisies néocoloniales aidées par leurs gouvernements se font la concurrence pour les faveurs des hauts fonctionnaires pakistanais, sans réussir à les dominer. C'est cette relative autonomie qui permet aux gouvernements des grands pays du Tiers-monde d'associer les intérêts privés néocoloniaux à la formulation de leurs grandes orientations ; ceci explique la place privilégiée donnée aux bureaucraties comme agents de modernisation par les idéologues du développement à l'occidentale. Dans un contexte d'État-nation déjà constitué,

les bourgeoisies nationales sont dispensées de reprendre le rôle historique d'élimination des oligarchies féodales et de l'impérialisme, pour collaborer avec les grands propriétaires terriens au *statu quo* social, malgré les ferments révolutionnaires que ces derniers provoquent en milieu rural. Alors que la bourgeoisie européenne du XVIII^e siècle avait pris le risque d'une alliance avec la paysannerie contre la noblesse selon le schéma présenté par Polanyi, on peut se demander, mais Alavi ne le suggère pas, si la timidité de la bourgeoisie nationale du Tiers-monde, qui choisit l'alliance immédiatement rentable mais empoisonnée à long terme, ne traduit pas la faiblesse propre de cette bourgeoisie issue de la colonisation et nantie trop facilement d'une indépendance assortie des cadeaux d'une infrastructure économique.

Dans son second essai, Alavi justifie son utilisation de la typologie courante des classes rurales, en réponse aux critiques contenues dans l'article de Saghir Ahmad, et il esquisse une réponse à la question qu'il juge avec raison primordiale de savoir dans quelles circonstances les paysans deviennent révolutionnaires et quel rôle les différentes strates de la paysannerie jouent en situation révolutionnaire. Pour ce faire, il résume les cas de la Russie, de la Chine et de l'Inde. Pour la Chine, il détruit le mythe né du Rapport de Mao, en 1926, sur le mouvement paysan au Hou-nam, qui donne un rôle de leadership à la paysannerie pauvre contre l'évidence des faits pour ne pas heurter l'orthodoxie stalinienne. Alavi analyse brillamment la stratégie dialectique pratique de Mao qui s'appuie d'abord sur les paysans moyens, lesquels contrôlent le mouvement du Hou-nan, en vue d'éveiller la conscience révolutionnaire potentielle des pauvres; il montre que cet éveil n'aurait pu se faire et s'orienter efficacement dans le sens révolutionnaire sans l'appui du parti et de l'Armée rouge. Son hypothèse d'une paysannerie pauvre, initialement non militante à cause du carcan des structures sociales plutôt qu'en vertu de traits culturels subjectifs, mais mise en confiance quant à ses possibilités de succès grâce au changement de climat réalisé par le militantisme d'une paysannerie moyenne non révolutionnaire, cette hypothèse que Alavi invite à soumettre à l'épreuve des faits à travers le Tiers-monde, apparaît très féconde.

Par elle et par d'autres contributions de cet auteur et d'autres tels que Feroz Ahmed et Saghir Ahmad, l'ouvrage sous revue apporte une contribution aux débats théoriques du marxisme actuel et de la sociologie du Tiers-monde et des révolutions. L'intérêt de cet ouvrage vient encore du mélange harmonieux de ces contributions avec d'autres qui tantôt fournissent une information intelligente et éclairante dans la ligne de ce qu'un auteur a appelé l'histoire ultra-contemporaine de pays comme le Pakistan, le Bangladesh et Ceylan (maintenant le Sri Lanka), que beaucoup de lecteurs connaissent encore moins que l'Inde, tantôt permettent d'entendre le point de vue de révolutionnaires engagés dans le combat, tels que Tariq Ali et deux auteurs à pseudonymes, Inquilab Zindabad et Jayasumana Obeysekara. Dommage qu'en brossant un tableau des forces en présence en Asie dans son interprétation de la situation au Bangladesh, Tariq Ali se contente d'ironiser contre les maoïstes qui croient en la virginité révolutionnaire de ce qu'il appelle la bureaucratie chinoise, sans chercher à expliquer la nouvelle diplomatie chinoise, qu'il considère avec raison comme tragique pour les mouvements révolutionnaires d'Asie.

Ne terminons pas sans mentionner l'article de présentation signé par Kathleen Gough, l'un des deux éditeurs de cet excellent ouvrage qui permettra à ceux qui ne sont pas familiers de l'Asie d'en connaître rapidement les structures fondamentales actuelles.

André LUX

Sociologie
Université Laval

FISTIÉ, Pierre, *La rentrée en scène du Japon*, Éd. Armand Colin, Paris, 1972
168p.

La Fondation nationale des sciences politiques présente un nouvel ouvrage consacré à « la rentrée en scène du Japon ». Sous ce titre, l'auteur étudie essentiellement la politique extérieure japonaise de 1945 à 1971.

Ce volume, présenté sous forme de dossier, envisage successivement les différents secteurs où agit la diplomatie nipponne. Il réserve à juste titre une place de choix aux rapports que le pays entretient avec les États-Unis. Ces derniers usent à fond de leur victoire militaire et impo-